

Commission : PNUD

Question : Qu'est-ce qu'une vie décente ?

Auteur : Inde

L'Inde est le septième plus grand pays du monde et deuxième pays le plus peuplé du monde. Cette puissance émergente, avec une population majoritairement rurale, fait face à de grandes et importantes inégalités de développement. Comment faire face à celles-ci ? Qu'en est-il d'une vie décente en Inde ?

Une vie décente, sans définition officielle, peut se traduire par une vie qui est en opposition à la pauvreté ou à la précarité. Un des grands facteurs pour avoir ce qu'appelle souvent les organisations (comme l'ONU ou l'UNICEF) une « vie décente » est un revenu relativement stable, suffisant pour garantir les autres facteurs comme le logement ou la nourriture.

Un revenu moyen en Inde s'élève à environ 3480 roupies par mois, soit 40 euros. Si l'on tient compte des écarts de prix entre l'Inde et la France, n'ayant pas changés depuis quelques années, cela reviendrait à un salaire moyen mensuel de 220 euros par mois. Si cela ne vous choque toujours pas, comparez-le au salaire moyen français, qui s'élève à 2250 euros par mois, soit 1000% du salaire moyen indien (avec parité du pouvoir d'achat français) en plus. Avec un tel revenu, il est évident que l'indien moyen ne va pouvoir que subvenir à ses besoins fondamentaux (logement et nourriture). Ceci ne donne pas beaucoup de liberté de choix et ne permet pas de financer une bonne éducation ou des soins de santé. Il serait donc essentiel pour l'avenir d'augmenter le revenu moyen en Inde. Mais comment ? Une difficulté au niveau du salaire moyen est la discrimination entre les castes en Inde. En effet, il y a une distribution très inégale des richesses. Les castes supérieures sont très riches et les castes inférieures sont très pauvres. De meilleurs revenus et une distribution plus juste des richesses serait un aspect d'une vie plus décente.

Un autre aspect qui affecte la possibilité d'avoir une vie décente en Inde est l'aspect inégalitaire de notre société indienne. En effet, les hommes et les femmes sont traités de manière très différente. Par exemple, l'Inde détient le triste record d'infanticides et d'avortements sélectifs des filles, c'est-à-dire le gynécide, qui est mondialement illégal. De même, la violence envers les femmes dans cette société indienne où la domination masculine (car oui, il y a 60 millions plus d'hommes que de femmes dans le pays) se « traduit » par des viols, de la violence domestique, des crimes d'honneur, des trafics sexuels, ou encore des mariages forcés et parfois précoces. Ceci freinera l'éducation de filles, mais ils sont très répandus dans la culture souvent très patriarcale indienne. Au niveau de l'éducation, aussi, il y a des inégalités de genre. Nous le voyons dans le taux d'alphabétisation des hommes qui est de 70% comparé à celui des femmes qui est de 48%. Mais qu'à fait l'Inde pour combattre ces inégalités ? Depuis 2010, l'Inde a adopté une loi sur le Droit à l'éducation garantissant à chaque enfant de 6 à 14 ans le droit à un enseignement gratuit et obligatoire. Grâce aux efforts du gouvernement indien, des organismes internationaux et des ONG présentes, un enseignement de qualité, pour toutes les filles est un droit fondamental, et l'UNICEF déploie d'immenses efforts pour le faire respecter.

Dans le monde, une personne sur quatre souffrant de la faim vit en Inde. La révolution verte, une politique de changement radical des agricultures des pays en développement ou des pays les moins avancés (fondée principalement sur trois éléments ; les variétés, l'irrigation et les intrants), est la principale raison grâce à laquelle un recul de 10% a pu être observé sur le nombre de personnes souffrant de malnutrition. Désormais, 40% des habitants en Inde souffre de malnutrition, et c'est toujours beaucoup trop. Les causes de ces chiffres sont simples ; flambées des prix de la nourriture, catastrophes

naturelles, manque de nutriments essentiels, mais surtout manque d'accès à la nourriture. Heureusement, multiples organisations ont apporté les volontés politiques nécessaires pour déclencher les changements législatifs majeurs. Par exemple, le projet de loi nationale sur la sécurité alimentaire en élaboration par le Conseil consultatif national vise à créer des dispositions légales plus durables pour prévenir la faim. Malheureusement, au rythme actuel, l'Inde n'aura pas diminué de moitié les chiffres de mal nourris jusqu'en 2083, soit 65 ans après l'échéance fixée par les OMD. Effectivement, pour espérer un réel changement, il faudrait plutôt une reprise des réformes agraires et une redynamisation durable de la productivité agricole. Mais qu'a fait le gouvernement indien pour lutter contre ce fléau qu'est la malnutrition ? Tout d'abord, se rendant compte que le manque d'accès à la nourriture était la principale cause de malnutrition chez les enfants, le gouvernement indien a surtout misé sur la distribution de compléments alimentaires par l'intermédiaire du Programme de services intégrés pour le développement de l'enfant (ICDS), en place depuis de longues années. De plus, dans l'Etat du Madhya Pradesh, les autorités ont décidé d'introduire des œufs dans les repas scolaires pour lutter contre la malnutrition en 2015.

Ceux-ci ne sont que quelques aspects de ce qui constituerait une vie décente en Inde, et ce que le pays fait pour y parvenir. L'Inde, deuxième pays le plus peuplé du monde, comptant 1,3 milliards d'habitants, essaie et réussira petit à petit à garantir une vie décente à tous ses habitants peu importe leur genre, couleur de peau, sexualité et richesse.